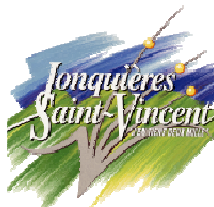


Département du Gard
MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT

1, Place de la mairie
30 300 JONQUIERES SAINT VINCENT



ETUDE POUR L'AMELIORATION DE LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU GRAND VALAT

2 - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : GENERALITES	3
ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 : T.V.A.	4
CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	4
ARTICLE 4 : REMUNERATION	4
ARTICLE 5 : PRIX	4
ARTICLE 6 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	5
CHAPITRE III : DELAIS - PENALITES POUR RETARD	5
ARTICLE 7 : DELAIS - PENALITES PHASE « ETUDES »	5
ARTICLE 8 : UTILISATION DES RESULTATS	6
CHAPITRE IV : RESILIATION DU MARCHÉ - CLAUSES DIVERSES	6
ARTICLE 9 : RESILIATION DU MARCHÉ	6
ARTICLE 10 : CLAUSES DIVERSES	7
ARTICLE 11 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES	7
ARTICLE 12 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES	7

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CHAPITRE PREMIER : GENERALITES

Article premier : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché de prestations intellectuelles concernant :

**L'étude pour l'amélioration de la protection contre les inondations du Grand Valat
sur la Commune de Jonquières Saint Vincent.**

1.2 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom « le bureau d'étude » sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1.3 - Sous-traitance

Le bureau d'étude peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.-P.I.

1.4 - Catégorie d'ouvrages

Sans Objet.

1.5 – Décomposition de la consultation

La consultation comprend une tranche unique.

1.6 - Contenu de la mission

Les prestations à réalisées sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.7 – Assistance à maitrise d'ouvrage

L'assistance à maitrise d'ouvrage est assurée par :

AF CONSEIL
1950, Avenue du Maréchal Juin
30 900 Nîmes
Tél : 04 66 64 00 99 – Email : contact@conseil-af.com

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.);
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes
- La décomposition du prix forfaitaire, à compléter par le candidat
- Le mémoire technique à fournir par le candidat

B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-PI) approuvés par le 16 Septembre 2009, en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois Mo);

Article 3 : T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors T.V.A.

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 4 : Rémunération

4.1 – Forfait de rémunération

La rémunération est forfaitaire et est établie sur la base de la décomposition des prix globale et forfaitaire fournie au présent marché.

4.2 - Dispositions diverses

Cette rémunération est exclusive de tout autre émolument au remboursement de frais au titre de la même mission.

Le bureau d'études s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de cette mission.

Article 5 : Prix

5.1 - Forme du prix

Les prix sont fermes et non révisables.

Article 6 : Règlement des comptes du titulaire

6.1 - Avances

6.1.1 - Avance forfaitaire

Une avance forfaitaire pourra être versée au titulaire, sauf s'il y renonce expressément dans l'acte d'engagement (article 2.3).

6.1.2 - Avance aux sous-traitants

Sans objet.

6.1.3 - Avance facultative

Aucune avance facultative ne sera versée.

6.2 - Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, en fonction des prestations réalisées et validées par le Maître d'ouvrage et/ou son assistant. Seules les prestations réalisées en totalité pourront faire l'objet d'une facturation.

6.3 - Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le bureau d'étude adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

6.4 - Délais de mandatement

Les prestations seront rémunérées par mandat selon la réglementation en vigueur et les délais de mandatement suivants :

- pour les acomptes à 30 jours ;
- pour le solde à 30 jours.

CHAPITRE III : DELAIS - PENALITES POUR RETARD

Article 7 : Délais - Pénalités phase « Etudes »

7.1 - Etablissement des documents d'études

7.1.1 - Délais

Les délais d'étude sont fixés dans l'acte d'engagement.

Les points de départ de ces délais sont fixés comme suit :

- A réception de l'ordre de service de démarrage de l'étude pour l'ensemble des phases ou par phase.

7.1.2 - Pénalités pour retard

En cas de retard dans la finalisation du schéma, le bureau d'études subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé 1/10 000 du montant du marché.

7.2 - Réception des documents d'études

7.2.1 - Présentation des documents

Le bureau d'étude est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

7.2.2 - Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le bureau d'étude au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée. Les plans seront remis sur support informatique, fichiers DWG ou DXF en plus des exemplaires papiers.

Documents d'étude	Nombre d'exemplaires
Schéma	Cf CCTP

Article 8 : Utilisation des résultats

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du bureau d'étude en la matière est l'option A telle que définie au chapitre 25 du C.C.A.G.-P.I. .

CHAPITRE IV : RESILIATION DU MARCHÉ - CLAUSES DIVERSES

Article 9 : Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du C.C.A.G.-P.I. Avec les précisions suivantes :

9.1 - Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du bureau d'étude, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 33 du C.C.A.G.-P.I. Est fixé à {5} %.

9.2 - Résiliation du marché aux torts du bureau d'étude

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32 du C.C.A.G.-P.I., la fraction des prestations déjà accomplies par le bureau d'étude et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (Art. 30.1 du C.C.A.G.-P.I.), les prestations sont réglées sans abattement.

Article 10 : Clauses diverses

10.1 - Conduite des prestations dans un groupement

Sans Objet.

10.2 - Saisie-arrêt

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

10.3 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Le bureau d'étude devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Article 11 : Clauses complémentaires

Sans objet.

Article 12 : Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Sans objet.

Lu et approuvé

Le

Le bureau d'études